

AKTUELL

JOURNALISME

Libéré du Quotidien

Luc Caregari

Fabien Grasser, l'ancien rédacteur en chef du « Quotidien », vient enfin d'obtenir son licenciement – alors qu'il n'est plus lié au groupe Editpress, il sort de son silence et raconte comment ses articles sur la place financière et le Freeport ont abouti à sa mise à l'écart.

Imaginez un instant qu'en septembre dernier, vous teniez une information exclusive sur la façon dont le Brexit risque d'endommager les intérêts économiques du Freeport au Luxembourg. Imaginez ensuite que votre rédacteur en chef refuse de publier votre article, parce que « vous tapez un peu trop fort sur la riche clientèle ». C'est ce qui est arrivé à Fabien Grasser, lorsque, déjà évincé de la rédaction en chef de son journal, il a proposé à son successeur ce papier – une information parue dans les médias quelques mois plus tard.

« C'est totalement inouï », déclare Fabien Grasser au woxx : « Parler de riches clients pour le Freeport n'est pas une insulte, mais un fait. Le 'Financial Times' et 'The Economist' les décrivent régulièrement comme des super-riches ou des ultrariches. Ces journaux ne sont pourtant pas des gazettes des barricades, ce sont des titres de référence du monde des affaires. » Le papier en question, que nous avons pu consulter, n'est ni corrosif ni même dépréciatif – juste une analyse économique sur l'impact potentiel de l'ouverture de dix nouveaux freeports en Grande-Bretagne. Ce n'est pas le seul exemple de blocage que Fabien Grasser a vécu ces dernières années au Quotidien, journal détenu à parts égales par Editpress et le « Républicain lorrain », une filiale du groupe Ebra, qui appartient au Crédit mutuel.

Ses articles sur la place financière, le blanchiment d'argent ou les pratiques contestées de multinationales, à l'image du procès LuxLeaks, de la fortune cachée de la famille el-Assad au Luxembourg ou de l'opacité qui entoure le Freeport lui ont valu « bien des pressions extérieures », qui, selon lui, ont mené la direction à vouloir se débarrasser d'un journaliste et rédacteur en chef trop fouineur. « Les choses évidemment ne sont jamais dites comme cela, de manière aussi directe. Mais je n'ai jamais nui au journal : je traite de sujets sensibles depuis plus de vingt ans et je n'ai jamais eu de procès à la suite de mes articles. J'ai bien été destinataire ces dernières an-

nées de droits de réponse, notamment de Socfin. Mais cette multinationale en partie contrôlée par le groupe français Bolloré conteste de façon systématique les informations publiées par les médias. Mes articles sur le Freeport m'ont aussi valu quelques lettres d'un avocat suisse, dans lesquelles je me faisais copieusement insulter, et que logiquement je n'ai pas publiées », explique Fabien Grasser.

La direction craignait-elle que cette orientation considérée comme trop peu favorable au business fasse fuir les annonceurs publicitaires ? « Pas uniquement, je suppose », répond l'ex-rédacteur en chef, « mais c'est le genre de choses qu'on m'a parfois fait comprendre. À plusieurs reprises, un membre de la direction m'a félicité après la publication d'enquêtes, mais dans le même temps me posait cette question pour le moins curieuse : 'Mais maintenant, tu arrêtes ?' Je n'ai jamais compris le sens de cette question. De quoi s'agissait-il ? D'arrêter de faire mon travail de journaliste ? »

Petit à petit, ces derniers mois, l'air se raréfie autour de Fabien Grasser : « J'ai été mis sur la touche, on ne me confiait plus aucun travail et on m'a empêché d'écrire sur la place financière, notamment sur le jugement rendu le 24 septembre dernier par la Cour de justice de l'Union européenne dans le dossier fiscal Fiat, un prolongement du scandale LuxLeaks. »

Fabien Grasser, qui était prêt à lâcher son poste de rédacteur en chef, a finalement été licencié après avoir refusé une modification de son contrat de travail qui, selon lui, ne lui aurait plus laissé la moindre marge de manœuvre. « Cela revenait à me museler. Il y a eu indéniablement un acharnement contre ma personne ces derniers mois et l'employeur a refusé toute discussion. Il est malheureusement trop courant que l'on se débarrasse de journalistes dont le travail est dérangeant. On peut bien sûr considérer qu'un éditeur de presse est libre de défendre les positions qu'il veut. Est-ce pour autant acceptable ? Je ne le pense pas, car c'est le droit et le devoir d'informer du journaliste qui sont finalement mis en cause. »

Des accusations contre le Quotidien qui s'ajoutent donc à celles déjà faites dans le cadre du remplacement de Fabien Grasser au poste de rédacteur en chef l'été dernier – où le woxx avait aussi révélé que l'intéressé en avait été informé par média interposé.

SHORT NEWS

22 avril : Une Journée de la Terre virtuelle

(rg) - La Journée de la Terre, « Earth Day » en anglais, fête son 50e anniversaire. Les multiples initiatives lancées à cette occasion à travers le monde se voient forcées d'innover, comme beaucoup de pays ont interdit les rassemblements et manifestations pour lutter contre la Covid-19. La Journée de la Terre a été célébrée la première fois aux États-Unis en 1970, lorsque Gaylord Nelson, ancien gouverneur et alors sénateur démocrate du Wisconsin, avait appelé à des manifestations pour l'environnement et une meilleure prise en compte de l'écologie dans les politiques fédérales américaines. Le 22 avril 1970 est considéré comme le début du mouvement environnementaliste outre-Atlantique. Le succès de l'initiative, avec 20 millions de participant-e-s dans les rues – un dixième des résident-e-s du pays à l'époque –, avait conduit à l'adoption de lois importantes concernant la protection de l'air, de l'eau et des espèces menacées. Elle a aussi été à l'origine de la création de l'Agence de protection de l'environnement américaine EPA, que l'actuel président américain s'est décidé à démanteler. Coordinée par l'Earth Day Network, la Journée de la Terre veut « sensibiliser les gens aux défis auxquels fait face notre planète, à partir de l'idée que la Terre et ses écosystèmes sont ce qui nous nourrit et soutient nos pas tout au long de la vie ». 22.000 partenaires dans 130 pays à travers le monde étaient au rendez-vous en 2018 : plus d'un milliard de personnes avaient participé aux différentes manifestations. Cette année, le site earthday.org propose donc des activités virtuelles sur la planète entière. Certaines activités francophones sont répertoriées sous jourdelaterre.org/fr/22-avril/campagne/jourdelaterrechezsoi

Häfen dicht für Seenotretter

(tf) - Durch die Coronakrise ist das Leid der Flüchtlinge an Europas Außengrenzen fast komplett aus den Augen geraten. Daran wird auch die Evakuierung von ein paar Handvoll Kindern und Jugendlichen aus dem Lager Moria auf der griechischen Insel Lesbos nach Luxemburg und Deutschland nichts ändern. Von den besonders vulnerablen Personen dort, den Alten und Kranken, ist nicht einmal mehr die Rede. Dies gilt auch für das Schicksal der Mittelmeerflüchtlinge. Italien und Malta haben wegen der Pandemie ihre Häfen nunmehr als „unsicher erklärt“ und für zivile Seenotretter geschlossen. Prompt hat das deutsche Innenministerium sich an die entsprechenden NGOs gewandt und gefordert, sämtliche Seenotrettungsaktivitäten „angesichts der aktuellen schwierigen Lage“ zu stoppen. Es sollten keine Fahrten aufgenommen und bereits in See gegangene Schiffe zurückgerufen werden. Obwohl Flüchtlinge Notrufe absetzten, käme ihnen nun niemand mehr zu Hilfe, so David Starke von „SOS Mediteranée“ hierzu in einer Pressemitteilung: „Das ist eine untragbare Realität in Zeiten, in denen Solidarität überall großgeschrieben wird und in denen unter dem Imperativ ‚Leben retten ist Pflicht‘ wochenlange Ausgangs- und Kontaktsperren akzeptiert werden.“

online

Exit-Strategie und Coronabonds

Sie mögen die Printausgabe, aber Sie wollen mehr woxx? Dann schauen Sie doch auf woxx.lu vorbei: Dort finden Sie regelmäßig Artikel, die ausschließlich online erscheinen.

Coronabonds: Advantage für die „Geizhalse“ Das Wirtschaftsmagazin „Alternatives économiques“ sieht den „Club der Geizhalse“ als vorläufigen Sieger in den EU-Verhandlungen über Maßnahmen gegen die drohende Wirtschaftskrise. woxx.eu/coronabonds

Corona et grippe : les chiffres qui tuent Oui, le coronavirus est plus dangereux que la grippe. Et non, les comparer n'est pas insensé, mais, au contraire, très instructif. woxx.eu/grippe

Über das Recht, mental auf ein Worst-Case-Szenario vorbereitet zu werden Im Umgang mit der Krise äußert sich die Luxemburger Regierung zurzeit nur ungern über den Zeitraum von wenigen Wochen hinweg. Langfristig könnte das sowohl ihrer Glaubwürdigkeit als auch der Kooperationsbereitschaft innerhalb der Bevölkerung schaden. woxx.eu/exit